

Bruxelles, le 16.10.2019
C(2019) 7492 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 16.10.2019

relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur du Burkina Faso

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 16.10.2019

relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur du Burkina Faso

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit :

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action «Appui budgétaire pour la mise en œuvre du programme d'urgence Sahel (PUS) étendu du Burkina Faso – renforcement budgétaire n° 2 – PUS+», il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne³.
- (3) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour le Burkina Faso, le programme indicatif pluriannuel national⁴, qui établit les priorités suivantes : i) la gouvernance ; ii) la santé ; iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau ; iv) l'énergie durable ; v) mesures d'appui à la société civile.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁵ (ci-après l'«accord interne») aspirent à permettre (i) de donner une réponse efficace aux défis sécuritaires; (ii) de gérer efficacement les urgences sociales ; (iii) de renforcer la présence de l'État sur le territoire; (iv) de créer des bases de la résilience des populations et des territoires.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burkina Faso, C (2014) 3497 final du 3.6.2014.

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (5) L'action intitulée «Appui budgétaire pour la mise en œuvre du programme d'urgence Sahel (PUS) étendu du Burkina Faso – renforcement budgétaire n° 2 – PUS+» vise à renforcer la présence de l'État dans les régions du Boucle du Mouhoun, du nord, du Sahel, du centre-nord, de l'est et du centre-est en améliorant l'accès aux services sociaux de base et la gouvernance locale; en renforçant la protection et la sécurité des personnes et des biens. La présente action sera mise en œuvre en gestion directe (appui budgétaire «contrat d'appui aux performances des réformes sectorielles»).
- (6) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (7) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (8) L'action prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE :

Article premier
Le programme

La décision de financement, qui constitue le programme annuel pour la mise en œuvre du programme d'action annuel 2019 en faveur du Burkina Faso, présentée en annexe est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante : «Appui budgétaire pour la mise en œuvre du programme d'urgence Sahel (PUS) étendu du Burkina Faso – renforcement budgétaire n° 2 – PUS+», présentée en annexe.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 25 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 16.10.2019

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission